



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/1989/80
8 mars 1989

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Quarante-cinquième session
Point 9 de l'ordre du jour

LE DROIT DES PEUPLES A DISPOSER D'EUX-MEMES ET SON APPLICATION
AUX PEUPLES ASSUJETTIS A UNE DOMINATION COLONIALE
OU ETRANGERE OU A L'OCCUPATION ETRANGERE

Lette datée du 2 mars 1989, adressée au Secrétaire général adjoint
aux droits de l'homme par le représentant permanent des Maldives
auprès de l'Organisation des Nations Unies

Le représentant permanent de la République des Maldives auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York présente ses compliments au Secrétaire général adjoint aux droits de l'homme et a l'honneur de lui transmettre ci-joint une déclaration adressée au Rapporteur spécial chargé d'examiner la question de l'utilisation des mercenaires par le Gouvernement de la République des Maldives au sujet du rapport que le Rapporteur soumet à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-cinquième session (E/CN.4/1989/14).

Le représentant permanent demande que la déclaration ci-annexée soit distribuée en tant que document officiel de la Commission des droits de l'homme au titre du point 9 de l'ordre du jour.

Annexe

DECLARATION DU GOUVERNEMENT MALDIVIEN AU RAPPORTEUR SPECIAL
CHARGE D'EXAMINER LA QUESTION DE L'UTILISATION DES MERCENAIRES

1. Le Gouvernement maldivien tient à apporter les précisions suivantes à propos des paragraphes 13 et 195 du rapport publié sous la cote E/CN.4/1989/14, qui traitent d'une tentative de coup d'Etat aux Maldives. Le Gouvernement maldivien n'a auparavant ni informé la Commission ni fait de déclaration, jugeant une telle démarche prématurée aussi longtemps que les faits n'auraient pas été établis exactement et que les événements n'apparaîtraient pas clairement.
2. Des mercenaires/terroristes étrangers fortement armés, arrivés à Malé, capitale des Maldives, à bord de deux petits chalutiers sri-lankais, ont débarqué à 4 heures du matin, le 3 novembre 1988, et ont attaqué le quartier général du Service de la sécurité nationale, situé à quelques centaines de mètres du bord de mer, ainsi que la résidence du Président et certains édifices publics vitaux. Deux Maldiviens, Abdulla Luthfy, homme d'affaires domicilié à Sri Lanka, et Sager Nasir, ancien marin, participaient aussi aux opérations.
3. Les assaillants, qui - une enquête ultérieure devait le révéler - appartenaient à un groupe tamoul militant de Sri Lanka, la People's Liberation Organization of Tamil Elam (PLOTE), étaient armés de fusils d'assaut, de mitrailleuses, de mortiers, de fusées RPG-7, de grenades et d'explosifs. Ils cherchaient essentiellement à se rendre maîtres du quartier général du Service de la sécurité nationale et à s'emparer du Président et d'un certain nombre de ministres, dans l'intention de renverser le gouvernement légitime du président Maumoon Abdul Gayoom, d'ébranler l'ordre constitutionnel et de faire des Maldives une base terroriste tamoule à partir de laquelle il serait possible de lancer des opérations subversives contre Sri Lanka.
4. Les assaillants n'ont pas réussi à atteindre leurs objectifs, car ils se sont heurtés à une forte résistance de la part du Service de la sécurité nationale et de la garde présidentielle, qui les ont empêchés de pénétrer dans le quartier général du Service de la sécurité nationale et dans la résidence du Président. La lutte a cependant duré 18 heures, faisant huit morts parmi les membres du Service de la sécurité nationale et quatre parmi les civils, ainsi que 36 blessés. Trois des assaillants au moins ont été tués, et de nombreux autres ont été blessés.
5. Les agresseurs ont aussi encerclé la principale centrale électrique et le centre des télécommunications de Malé. Ils ont obligé les ingénieurs à priver toute la ville d'électricité, mais n'ont pas été assez habiles pour couper les liaisons téléphoniques. Ils ont aussi violé les enceintes sacrées du Centre islamique et de la Grande Mosquée, où se déroulaient les prières du matin, et ont pris en otage un certain nombre de fidèles, dont l'imam de la Mosquée, un homme âgé.
6. La sécurité d'un grand nombre de civils, la souveraineté et l'intégrité territoriale de la nation se trouvent en jeu, le président Gayoom a sollicité l'assistance militaire du Gouvernement indien pour mettre fin à l'agression. Cette grave décision était motivée par la crainte que les envahisseurs ne reçoivent des renforts, ce qui eût inmanquablement entraîné des combats plus durs et,

partant, des pertes considérables en vies humaines ainsi que la destruction d'édifices publics clés, d'habitations personnelles et d'autres installations.

7. L'impuissance des mercenaires à s'emparer du Président et le courage avec lequel le Service de la sécurité nationale les combattait, joints à l'imminence de l'arrivée des troupes indiennes, ont semé la panique parmi les agresseurs. Pressés de s'enfuir, ils se sont emparés d'un cargo maldivien, le Progress Light, et ont recouru à la prise d'otages. Ils ont ainsi enlevé à bord du Progress Light 28 personnes au total, dont le Ministre des transports et du trafic maritime, sa femme, et un parlementaire haut fonctionnaire du Ministère du commerce et de l'industrie. L'un des bateaux de pêche qui avaient amené les mercenaires a quitté Malé avant midi, l'autre a disparu vers 21 heures.

8. Le 4 novembre 1988, à la demande du Gouvernement maldivien, la marine et l'aviation indiennes ont localisé le Progress Light, qui faisait route vers Colombo. Deux navires de guerre indiens ont été chargés d'intercepter le bâtiment détourné afin de sauver les otages et d'appréhender les terroristes. Sommés de s'immobiliser et de restituer leurs otages, les terroristes ont refusé et ont poursuivi leur voyage en direction de Colombo.

9. Les négociations engagées entre les responsables maldiviens qui se trouvaient à bord des frégates indiennes et les mercenaires/terroristes ont duré deux jours, mais n'ont donné aucun résultat. Finalement, et avec l'autorisation expresse du Gouvernement maldivien, le 6 novembre 1988, les frégates indiennes ont employé la force pour stopper le cargo, sauver les otages et capturer les terroristes en fuite. Ces derniers avaient auparavant tué de sang froid deux des otages, dont l'imam du Centre islamique. A l'issue de l'opération de sauvetage, cinq autres otages ont été trouvés morts.

10. Un total de 68 mercenaires ainsi que les deux collaborateurs maldiviens, Abdulla Luthfy et Sagar Nasir, ont été arrêtés et emprisonnés aux Maldives. Il est procédé actuellement à une enquête sur les événements et à l'examen des preuves, conformément aux lois de la République des Maldives, après quoi le procès des terroristes pourra s'ouvrir.

11. Le Gouvernement maldivien est persuadé que l'épisode du 3 novembre n'était pas une simple tentative de coup d'Etat, mais une agression commise par des mercenaires/terroristes étrangers et visant à compromettre la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'indépendance politique de la République des Maldives et à faire de celle-ci une base terroriste qui eût compromis la sécurité et la stabilité de l'Asie du Sud dans son ensemble. Le Gouvernement maldivien a déjà informé le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies des circonstances de cette agression, et a également saisi de l'affaire d'autres instances internationales.

12. La République des Maldives condamne catégoriquement toute activité mercenaire ou terroriste qui menace la souveraineté, l'indépendance politique et l'intégrité territoriale d'un Etat, ou qui engendre l'instabilité dans une région. Le terrorisme et le mercenariat se sont répandus dernièrement dans différentes parties du monde. La République des Maldives a insisté à maintes reprises sur l'urgente nécessité d'affronter ce danger à l'échelle mondiale et de prendre des mesures énergiques, efficaces et concertées dans le cadre de diverses instances internationales.

13. Le Gouvernement maldivien a aussi saisi de la question des mercenaires les institutions du Commonwealth, et il a abordé ce sujet plus particulièrement devant l'Association de l'Asie du Sud pour la coopération régionale (SAARC). La convention régionale sur l'élimination du terrorisme, adoptée par la SAARC et entrée en vigueur en août 1988, dote les pays de la région d'une base juridique pour lutter ensemble contre le terrorisme.

14. Le Gouvernement maldivien vous saurait gré de bien vouloir faire figurer la déclaration ci-dessus dans le rapport que le Rapporteur spécial chargé d'examiner la question de l'utilisation des mercenaires présente à la Commission des droits de l'homme à sa quarante-cinquième session, qui a lieu actuellement à Genève.